

Revue de presse du Mali

01.07 – 15.07.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

-

- **RETRAIT DE LA MINUSMA AU MALI**

- **CEDEAO : Le Président du Nigeria élu à la tête de l'institution**

- **UEMOA : Levée des sanctions des organes et institutions contre le Mali**

RETRAIT DE LA MINUSMA AU MALI

Mohamed El Maouloud Ramadane : « L'accord est plus que jamais menacé »

Dans une interview postée sur les réseaux sociaux, Mohamed El Maouloud Ramadane, porte-parole du cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD) se prononce sur le départ de la Minusma.

Il a affirmé que le cadre n'avait pas été concerté par rapport à la demande de retrait de la mission onusienne de notre pays. Au cours de cet entretien, Mohamed El Maouloud Ramadane a dévoilé qu'il y avait une rupture entre le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement et le gouvernement depuis plus de six mois.

Le point de discorde : la mise en œuvre de l'accord en lien avec l'élaboration de la nouvelle constitution qui a été soumis au référendum le 18 juin dernier. Il a indiqué que jusque-là, il n'y avait pas de contact entre les parties signataires ni un minimum réunion pour discuter de quoi que ce soit pour se concerter.

« Ainsi l'État ne nous a pas concertés par rapport à la demande de retrait de la MINUSMA », a affirmé le porte-parole du CSP-PSD. Il aurait souhaité que le gouvernement travaille davantage à l'alternative de la MINUSMA avant de demander son retrait. « On ne peut se lever un beau matin et demander le retrait d'une mission multidimensionnelle », a critiqué le porte-parole du groupement des groupes armés.

Tout en rappelant qu'en raison de l'absence persistante de volonté politique des autorités de transition à appliquer l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger signé depuis 2015,

les mouvements signataires de l'Accord avaient informé l'opinion de la suspension de leur participation au sein des mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'APR jusqu'à la tenue d'une réunion avec la Médiation Internationale en terrain neutre, afin de statuer sur l'avenir dudit Accord.

Et cela depuis décembre 2022, à travers un communiqué, a-t-il rappelé. Face à ce blocage qui vient d'être compliqué davantage avec le retrait annoncé de la MINUSMA, El Maouloud Ramadane a soutenu qu'il faudrait craindre le pire, car la situation à laquelle le Mali est confronté ne lui permet pas de vivre dans l'impasse du blocage du processus de paix.

Même si la médiation avait joué un rôle pour ramener les uns et les autres à la table de dialogue qui est d'ailleurs resté sans résultat, selon lui, l'Accord est plus que jamais menacé sur tous les plans.

Le porte-parole a affirmé que la confiance entre le gouvernement et le CSP-PSD était quasi inexistante et que si rien n'était fait, on n'en parlerait plus dans un bref délai.

Source : Info Matin

CEDEAO

Le Président du Nigeria élu à la tête de l'institution

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a choisi le chef d'État nigérian, Bola Tinubu, pour président pour 2024. Selon lui, les facteurs qui freinent le développement de la région sont l'insécurité et le terrorisme. La lutte contre ces fléaux représente ainsi l'un des principaux enjeux de la CEDEAO.

Le président de la République fédérale du Nigeria, Bola Tinubu, a été élu président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le président Tinubu a été élu président lors de la 63^{ème} session ordinaire du bloc régional qui s'est tenue dimanche à Bissau, capitale de la Guinée-Bissau.

Après avoir reçu les documents de passation des mains du président sortant, le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló, M. Tinubu a déclaré : "Nous prendrons la démocratie au sérieux, la démocratie est très difficile, mais c'est la meilleure forme de gouvernement".

M. Tinubu s'est engagé à assumer la responsabilité de la fonction et à diriger une administration inclusive de l'organisation régionale.

Le dirigeant nigérian a toutefois averti que la menace pour la paix dans la sous-région avait atteint une proportion alarmante avec le terrorisme et l'émergence d'un modèle de prise de contrôle militaire qui exige désormais des actions urgentes et concertées.

Il a déclaré que l'insécurité et le terrorisme rampant freinaient le progrès et le développement de la région.

Défis et enjeux

M. Tinubu a appelé, à cette occasion, à une action collective des États membres, promettant que sous sa direction, les cadres seraient harmonisés pour réaliser les rêves de la CEDEAO.

"En ce qui concerne la paix et la sécurité, la menace a atteint un niveau alarmant et nécessite des actions urgentes pour relever les défis. En effet, sans un environnement pacifique, le progrès et le développement dans la région continueront à rester insaisissables. À cet égard, nous devons rester engagés dans l'utilisation de tous les cadres régionaux à notre disposition pour faire face à la menace de l'insécurité", a déclaré M. Tinubu, selon un communiqué de son porte-parole, Dele Alake.

Le président a noté que la CEDEAO avait développé une architecture de sécurité qui "couvre un large éventail de domaines (...), y compris la diplomatie préventive. Il y a également le Plan d'action régional de lutte contre le terrorisme 2020-2024, ainsi que l'opérationnalisation de la Force en attente de la CEDEAO pour la lutte contre le terrorisme".

“Je veillerai à ce que nous harmonisions immédiatement ces plans et à ce que nous mobilisions les ressources et la volonté politique nécessaires à la mise en œuvre de ces initiatives.

Comme les terroristes ne respectent pas les frontières, nous devons travailler collectivement pour mettre en place une mesure régionale efficace de lutte contre le terrorisme”, a-t-il ajouté.

La présidence de la CEDEAO est assurée par l'un des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres, choisi par rotation pour un mandat d'un an.

Le président de la CEDEAO joue un rôle stratégique dans la résolution des conflits, le plaidoyer et assure la liaison avec le président de la Commission de la CEDEAO, l'exécutif responsable de la gestion quotidienne et de la mise en œuvre des politiques et décisions de la CEDEAO.

Source : sputniknews

UEMOA

Levée des sanctions des organes et institutions contre le Mali

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), réunis en session ordinaire à Accra, ont décidé, samedi 8 juillet, de lever les sanctions prises à l'encontre du Mali depuis le 9 janvier 2022.

Les Chefs d'Etats de l'institution ont annoncé par voie de communiqué « la levée de la suspension des organes et institutions de l'UEMOA prise le 09 janvier 2022 à l'encontre du Mali ».

En effet, le 9 janvier 2022, l'UEMOA avait annoncé lors d'un sommet extraordinaire à Accra au Ghana, la suspension de toutes les transactions commerciales, à l'exception des produits de consommation essentiels : pharmaceutiques, fournitures et équipements médicaux, ainsi que le matériel pour le contrôle de la Covid-19 et des produits pétroliers et d'électricité.

Outre la levée des sanctions, les responsables de l'UEMOA se sont félicités de la résilience des économies de la zone dont le taux de croissance économique est prévu à 7,0% en 2023, après 5,9% en 2022, malgré les chocs enregistrés sur le plan international et au sein de l'espace communautaire.

Après la levée des sanctions de la CEDEAO, en juillet 2022, le régime de transition malien dirigé par le colonel Assimi Goïta enregistre un nouveau succès diplomatique.

Source : jeuneAfrique

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de